

# SUR LA CRÊTE

Nous voulons faire sortir ce numéro des « Cahiers Rouges » avant même de connaître l'issue de la bataille politique décisive sur le plan parlementaire.

Cette bataille contre le Sénat, que l'on a cru habile d'ajourner, ou de limiter à des articles du « Populaire », ou de refuser en raison des « dangers extérieurs », sera-t-elle enfin livrée, avec toutes les forces vives des masses populaires?

Nous n'en avons pas l'impression, puisqu'en dépit de nos appels, de nos propositions, de nos délégations, de nos démarches instantes auprès du Parti, du Gouvernement, du Front populaire, de l'Union des syndicats, du Parti communiste, nous avons été amenés, en tant que Fédération de la Seine, à lancer, seuls, notre manifestation contre la bastille sénatoriale...

Mais le mouvement prolétarien n'est pas épuisé par l'échec ou les ruses, ou les manœuvres politiciennes des couloirs parlementaires. Et un parti de classe doit pouvoir dégager, des erreurs et des tâtonnements inévitables qui l'ont conduit à reculer, des enseignements virils en vue de sa progression obstinée.

Nous sommes arrivés sur une crête... De quel côté allons-nous être entraînés? Vers l'union nationale et la capitulation sans appel? « Alors, on ira sans nous! » Ou vers un redressement du Parti, dont dépend, dans une large mesure, le redressement tactique de toutes les organisations de classe du prolétariat?

Nous continuerons à y consacrer tous nos efforts, avec rage, et sans jamais désespérer de l'issue finale de notre combat.

## PREOCCUPATIONS BUREAUCRATIQUES

Dans la bourrasque qui s'est levée et qui a déjà détraqué le Front populaire au Parlement, on pourrait s'imaginer que la direction du Parti s'est efforcée de maintenir une certaine cohérence à l'action propre du Parti... Eh bien, non! La direction du Parti et celle des gouvernements de plus en plus éloignés de la volonté des masses se sont confondues. On a refusé de réunir la C.A.P. chaque fois que la situation économique, politique, internationale, monétaire, l'avait exigé. On n'a jamais opposé aux solutions de compromis « nos solutions socialistes ». Les textes des résolutions de congrès sont restées lettre morte. Enfin, le Conseil national, réuni dans une atmosphère d'affolement général et d'abdication, en moins d'une heure, a jeté le Parti dans la voie de l'union nationale. Cet effondrement de toutes les positions fondamentales d'un parti de classe a provoqué un renforcement d'hostilité contre notre minorité demeurée fidèle à la charte constitutive du Parti. D'abord, interdiction de faire connaître notre déclaration : la censure commence vante l'union sacrée.

Nous ne nous sommes pas inclinés : nous avons publié notre déclaration.

D'où la vive réaction bureaucratique qui nous a conduits devant la Commission nationale des conflits, dans les circonstances suivantes :

Dès le lendemain du Conseil national, comme délégué de la Seine, je faisais devant les militants un compte rendu objectif de nos débats; le surlendemain (14 mars), le Conseil fédéral de la Seine était saisi de notre volonté d'alerter le Parti et de continuer notre propagande extérieure, en nous référant aux principes de notre charte (« c'est-à-dire répudiant de la façon la plus énergique les tentatives revisionnistes tendant à masquer les antagonismes de classe toujours croissants, à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois »).

Nous étions approuvés et mandatés par l'organisme politique chargé d'administrer la fédération entre les congrès.

Nous avons donc alerté tous les militants de province dont nous avions les adresses.

Voilà ce que le secrétariat du Parti considérait comme une « indiscipline ».

Voilà pourquoi la C.A.P., qui ne se réunissait jamais extraordinairement pour traiter des problèmes comme l'inflation, la militarisation du pays, les atteintes aux quarante heures, les grèves, etc., s'est réunie pour envoyer devant la Commission nationale des conflits le secrétaire fédéral de la Seine.

## LA CHARTE !

Il paraît que notre crime est de ne pas vouloir accepter comme régulière une décision qui met en cause la charte constitutive du Parti, EN DEHORS DE TOUTE CONSULTATION REELLE DU PARTI, et d'en aviser le Parti lui-même.

Pourtant, lorsque les néos ont posé le problème de la participation, ce sont les camarades qui dirigent aujourd'hui encore le Parti qui ont considéré que la charte constitutive était mise en jeu.

Aujourd'hui, à propos de l'union nationale, nous contesteront-ils le droit d'être restés fidèles, A PLUS FORTE RAISON, au caractère de notre parti de classe?

C'est le Parti lui-même, c'est-à-dire le Congrès national et, pour commencer, toutes les sections et tous les militants qui doivent répondre à cette question précise : « LE PARTI SOCIALISTE PEUT-IL S'INTEGRER DANS L'UNION NATIONALE? »

Et ceux qui refusent de consulter le Parti font eux-mêmes la preuve qu'ils ne sont pas sûrs de la validité de l'opération faite en son nom.

## LA REPRESSION

La répression bureaucratique et la répression contre-révolutionnaire sont, d'ailleurs, deux compagnes fidèles : l'une prépare l'autre. Déjà, nos camarades de la G.R. aux colonies sont traqués, menacés, déplacés. Cela se comprend : on ne peut pas approuver Nogués et tolérer un mouvement socialiste sérieux comme celui de nos vaillants camarades du Maroc.

Mais nos camarades majoritaires épouseront-ils à ce point les illusions de la bourgeoisie, qu'ils s'imagineront briser un mouvement révolutionnaire en frappant les militants?

Quelle erreur! Plus nous serons visés, et plus nous apparaitrons aux masses prolétariennes comme les authentiques serviteurs de leur cause.

## LES PERSPECTIVES

J'achève ce papier dans la fièvre d'une journée grosse d'imprévus. De nouvelles usines débrayent, nos mots d'ordre de lutte contre le Sénat montrent que nous prenons au sérieux ce que nous écrivons. Déjà des camarades sont arrêtés pour avoir distribué nos tracts. Mais, aussi, des délégations ouvrières viennent se mettre à nos côtés. Nous ne prétendons pas exagérer notre rôle dans une conjoncture redoutable, où tout semble disposé pour nous faire admettre la préparation intensive de la guerre et l'abandon de toute perspective révolutionnaire. Nous savons tous les efforts qui sont faits dans tous les milieux pour passer au prolétariat le masque de chloroforme de l'union sacrée. Mais le seul fait que nous refusons d'être complices n'est pas négligeable et notre cri d'alarme, s'il peut réveiller le dormeur, aura joué son rôle dans une période décisive. Grâce à notre action, il faudra se classer... et les travailleurs sauront reconnaître leur drapeau.

## MANIFESTATION — DEMISSION CONFLITS — CONSEIL NATIONAL... (9 Avril)

Notre manifestation de la Fédération de la Seine a eu un retentissement considérable. Malgré le sabotage des communistes, malgré l'interdiction du gouvernement, malgré les appels des réformistes, malgré l'absence complète de moyens de publicité... Mais grâce à l'admirable dévouement des camarades qui constituent désormais une armature éprouvée dans la Seine : affiches lacérées aussitôt recollées, tracts diffusés en quelques heures, cohésion et discipline de la masse, constamment contrôlée par les responsables, et maintenant à la manifestation le caractère déterminé à l'avance.

« Le Populaire » (Rosenfeld) trouve le moyen de critiquer la Fédération pour n'avoir pas consulté le Parti ni le gouvernement. Le Bureau fédéral proteste : à 18 heures, mercredi, nous étions chez Séverac, qui ne disait ni « oui » ni « non ». Nous devions être reçus, à 19 heures, par Léon Blum... Mais l'audience n'a pas pu avoir lieu... Est-ce notre faute? Nous avons décodé seuls, en connaissance de cause, parce qu'au fond PERSONNE parmi les dirigeants du Front populaire ET DU PARTI, ne voulait passer à l'offensive autrement qu'en paroles, en articles de journaux, ou en menaces sans lendemain.

Que les communistes aient menagé le Sénat, déformé grossièrement dans l'« Humanité » et dans « Ce Soir », notre manifestation, tout en demandant à Léon Blum de rester (en faisant tout pour promouvoir Daladier), cela s'explique, hélas! Que les radicaux se démasquent, cela était prévu!

Mais le Parti? Le Parti socialiste? Où est-il? Que fait-il? Comment réagit-il? Hélas! Il faudrait relire les pages de Hugo sur « L'ENLISEMENT » pour comprendre le processus d'effondrement et d'asphyxie lente auquel nous assistons.

La situation politique était claire dès le moment où une cinquantaine de députés radicaux lâchaient le « Front populaire ». (Est-ce qu'il est bien mort au Parlement, cette fois?)

Dans ces conditions, la C. A. P. allait sans doute se réunir et parler clair, en s'appuyant sur les engagements solennels pris devant le pays, sur les masses ardentes qui n'attendent qu'un signal... engager la grande offensive tant de fois ajournée? NON!

Le Parti ne bouge pas. Toutes les opérations, les initiatives, les décisions prises en son nom le sont dans cette atmosphère du Palais-Bourbon, si différente de l'atmosphère pure des milieux ouvriers et paysans qui constituent la base fondamentale du Parti.

Par contre, — détail à noter pour la petite histoire, — la commission nationale des conflits tenait sa deuxième séance pour juger « L'INDISCIPLINE » de Marceau Pivert!! Quelle indiscipline? Avoir reçu le mandat de la Fédération de la Seine d'ALERTE LE PARTI dont l'unité serait mise en péril par son intégration dans l'union nationale.

Nous nous appuyons sur notre charte constitutive, contrat qui nous lie les uns aux autres. On nous répond : « Le Conseil national a décidé, il a tous les pouvoirs ». Nous répliquons : Pardon! le Congrès seul pourrait engager le Parti en marge de ses principes fondamentaux : on a déjà vu où cela a conduit. Permettez que nous l'informions du danger qu'il court. « Non, nous réplique-t-on : « SILENCE DANS LES RANGS ! ». C'est ce que nous verrons!

En attendant, il n'a pas été possible de contester que, s'il y a « INDISCIPLINE », c'est la Fédération de la Seine qui en assume la responsabilité, très délibérément, puisque son Conseil fédéral du 31 mars a voté par 7.514 mandats (sur 13.910 exprimés), une motion « APPROUVANT LE SECRETAIRE FEDERAL D'AVOIR FAIT CONNAITRE, par un appel adressé à tous les membres du Parti, la position politique de la Fédération et les vives inquiétudes qui s'emparent des militants, inquiétudes déjà traduites par la lettre ouverte de notre camarade Paul Rivet ».

Et aussi « SE DECLARANT ENTIEREMENT SOLIDAIRE DU CAMARADE MARCEAU PIVERT ET TROUVANT AUSSI DANGEREUSE QU'INADMISSIBLE SA COMPARUTION DEVANT LA COMMISSION DES CONFLITS » et 2.600 autres mandats s'opposaient à toutes sanctions.

Ai-je le droit d'ajouter qu'au moment où de Kérillis demande mon arrestation et Taittinger la dissolution de la Fédération de la Seine, le sens politique des responsables de cette tentative d'opération bureaucratique pour nous fermer la bouche est brillamment mis en lumière?

Mais voici maintenant une nouvelle étape à parcourir dans la voie du reniement et de la préparation de la dictature militaire et de la guerre : le Conseil national, ce soir, va-t-il répondre à l'appel de Daladier-Paul Reynaud? Tout le travail

souterrain qui s'est développé depuis de longues semaines pour imposer l'union nationale et faire violence au sentiment très vif des militants socialistes sincèrement dressés contre cette tragique duperie, va-t-il enfin recevoir sa conclusion naturelle?

Nous nous dresserons contre cette nouvelle capitulation.

Nous n'accepterons pas une décision contraire à l'intérêt du Parti, contraire aux engagements pris envers les masses populaires; contraire à la mission historique du Parti; contraire à toute raison, à toute logique, à tout un passé glorieux.

A notre tour de proclamer : « QU'ON NE NOUS DEMANDE PAS CELA ! »

## APRES LE CONSEIL NATIONAL

(10 Avril)

La participation au ministère préfaciste de M. Daladier a été repoussée par le C. N. Mais le soutien? Une fois de plus on a truqué la volonté des militants : Un ministère avec Mandel, Paul Raynaud, Marchandeu, G. Bonnet, qui se prépare à faire évacuer les usines par la force (au besoin par les gaz), à arrêter les « meneurs » (en libérant, naturellement, les cagoullards!), pourra-t-il avoir l'appui du Parti socialiste?

Pourquoi n'irait-on pas jusque-là? Puisque, une fois encore, Léon Blum a refusé le combat, et justifié ce refus par la situation extérieure, pourquoi n'irait-on pas jusqu'à tout avaler, tout subir?

En tous cas, le vote le plus dangereux du Conseil national est celui qui autorise la participation à un gouvernement d'union nationale « autour du Front populaire », « MEME SI LA DIRECTION N'APPARTIENT PAS AU PARTI SOCIALISTE », comme l'a clairement indiqué Léon Blum. Au moins, voilà qui est franc : on continue à travailler à cette formule, la plus dangereuse de toutes pour l'unité du Parti et pour le prolétariat : l'UNION NATIONALE.

Dès maintenant, nous dénonçons ce péril; nous annonçons la tentative de formation du « grand ministère » destiné à juguler définitivement l'action de classe du prolétariat et à marcher à la guerre.

Et nous alertons tous les militants, nous continuons à les prévenir que l'on se prépare à disposer d'eux contre leur volonté.

D'ailleurs que chacun d'eux demande à son délégué au Conseil national comment il a voté et il constatera que, seul, notre texte condamne formellement l'union nationale au nom de la charte... mais que très souvent les volontés réelles des sections n'ont pas été respectées...

...Fort heureusement, la lutte de classes ne s'emprisonne pas dans des votes parlementaires, dans les truquages d'un vote de Conseil national.

Je termine cette relation au soir d'une puissante manifestation organisée en vingt-quatre heures par le Front populaire de la région parisienne et à la veille d'une nouvelle extension des grèves dans la métallurgie.

La lutte de classes continue. Fidèles au socialisme, nous poursuivrons notre effort obstiné en direction du vrai pouvoir.

Marceau PIVERT.

## DERNIERE MINUTE.

MARDI 12 AVRIL.

Au moment où le Groupe parlementaire mêle ses bulletins à ceux de toute la réaction pour soutenir Daladier, la sentence de la Commission Nationale des conflits parvient aux camarades qui dirigent la Fédération de la Seine : MARCEAU PIVERT EST FRAPPE DE TROIS ANS DE SUSPENSION DE DELEGATION; ANDRE WEIL-CURIEL, RENE CAZANAVE, HENRI GOLDSCHILD, GILLET, DANIEL GUERIN, RENE RUL ET JACQUIER : DEUX ANS DE SUSPENSION DE DELEGATION.

On veut nous fermer la bouche pour mieux trahir. Nous refusons de nous taire. Nous refusons de trahir le socialisme. Nous réunissons extraordinairement le Conseil fédéral. Les camarades frappés sont ses mandataires. Il n'appartient à personne d'autre qu'à la Fédération elle-même de leur retirer un mandat régulièrement attribué et fidèlement appliqué. Non seulement le socialisme est en danger, mais les garanties démocratiques élémentaires sont menacées au sein du Parti.

Alerte ! camarades !

## Aux camarades abonnés

Nous avons fait un gros effort pour ramener à 1 franc le prix du numéro. Grâce au dévouement d'un certain nombre de camarades, qui ont compris que la vente au numéro dans toutes les sections était notre meilleur moyen de développement et d'équilibre, nous croyons avoir réussi et nous maintenons le prix du numéro à 1 franc; ce qui nous conduit à fixer le prix de l'abonnement à 10 fr. par an.

En outre, nous avons créé des abonnements de soutien à 20 francs par an pour ceux de nos camarades qui comprennent la nécessité d'élargir notre base financière et qui peuvent le faire.

Enfin nous remercions chaleureusement les camarades du Comité des Cent qui, soit par un versement global, soit par un versement partiel qu'ils complèteront au cours de l'année, nous ont incontestablement permis de ne pas interrompre un effort de redressement révolutionnaire dont le Parti commence à comprendre l'urgence et la nécessité criantes.

L'Administrateur des « C. R. » : DEGEZ.